



**PRÉFET  
D'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture/Direction de la Citoyenneté  
Bureau des Procédures Environnementales  
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**de la demande de la société CHIMIE CIRCUIT**  
**située sur le territoire de la commune de DREUX**  
**en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** la Directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 242-1 ;

**VU** la Loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance et notamment son article 62-II ;

**VU** la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;

**VU** le Décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

**VU** l'arrêté de la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 juin 2019 portant actualisation des prescriptions applicables aux installations de la société CHIMIE CIRCUIT à Dreux ;

**VU** le récépissé de déclaration n°2011/055 du 24 novembre 2011, sous les rubriques 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux), 2565 (traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) et 2713 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) ;

**VU** le récépissé de déclaration n°2012/035 du 18 juin 2012 relatif à la rubrique 2711 installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques) ;

**VU** le récépissé de déclaration d'antériorité du 20 août 2014, suite à la modification de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (notamment la rubrique 2565 – bains cyanurés supérieur à 200 litres) ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas déposée par la société CHIMIE CIRCUIT reçue complète le 02 décembre 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2025 soumettant le projet de la société CHIMIE CIRCUIT à évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

**CONSIDERANT** que le Préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1-IV du Code de l'environnement et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDERANT** l'article L. 242-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui dispose que : « *L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision* » ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2025 susvisé a soumis le projet de la société CHIMIE CIRCUIT à évaluation environnementale systématique au titre de la catégorie 1° h) « Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge » ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2025 susvisé s'est notamment fondé sur le Guide de lecture de la nomenclature de l'évaluation environnementale des projets de mars 2023 lequel n'a pas de caractère prescriptif ;

**CONSIDERANT** que le projet porté par la société CHIMIE CIRCUIT consiste à développer une activité permanente de traitement thermique de déchets sur le territoire de la commune de Dreux relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques (2770 : « Installation de traitement thermique de déchets dangereux » et 2771 « Installation de traitement thermique de déchets non dangereux »), et à modifier les conditions d'exploitation de ses activités liées aux rubriques 2791 et 3520 ;

**CONSIDERANT** que le projet prévoit notamment l'incinération de déchets dangereux par l'installation d'un four de traitement thermique ;

**CONSIDERANT** que le projet prévoit la récupération de chaleur générée par le four de traitement thermique pour assurer le chauffage des différents ateliers du site ;

**CONSIDERANT** que le projet prévoit la revalorisation des cendres contenant des métaux précieux pour la production de lingots de matières ;

**CONSIDERANT** que la modification induira un classement sous deux nouvelles rubriques à autorisation (2770 et 2771 de la nomenclature des installations classées) ;

**CONSIDERANT** que le procédé de traitement mis en œuvre par la société CHIMIE CIRCUIT ne consiste pas en l'élimination des déchets dangereux, par incinération tel que défini à l'annexe I de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

**CONSIDERANT** que le projet s'inscrit dans le champ 1° a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement et de l'article R. 122-2 I de ce même code ;

**CONSIDERANT** que le projet n'entraîne ni d'extension foncière du site ni de travaux de démolition ou de défrichement ;

**CONSIDERANT** que le site d'implantation du projet, situé en zone industrielle, ne présente pas de sensibilité particulière au regard des zonages qui concernent notamment la biodiversité, les milieux naturels, les sols et le paysage ;

**CONSIDERANT** que le projet est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable et de ce fait ne présente pas de risque direct pour l'alimentation en eau potable des populations ;

**CONSIDERANT** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la société CHIMIE CIRCUIT et des connaissances disponibles à ce stade dans le cadre de l'examen au cas par cas, les impacts potentiels du projet sur l'environnement ou sur la santé ne justifient pas une évaluation environnementale ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir :

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2025 soumettant le projet de la société CHIMIE CIRCUIT à évaluation environnementale est retiré en application de l'article L. 242-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

### **Article 2 :**

Le projet de la société CHIMIE CIRCUIT, situé Parc d'entreprises La Radio – Route de Paris sur la commune de Dreux, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

### **Article 3 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**Article 4 :**

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le 26 FEV. 2026

Le Préfet,

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a large loop.

Agnès BONJEAN

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

**Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
Direction de la Citoyenneté  
Place de la République  
28019 CHARTRES Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame le Ministre de la Transition Ecologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le Climat et la Nature  
Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

**Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.**

